

PREFECTURE DE LA COTE-D'OR

Direction des Relations
avec les Collectivités Locales
et de l'Environnement

DIJON, LE 17 MARS 2004

Bureau de l'Environnement

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT AUTORISATION
D'EXPLOITER UNE CARRIERE A CIEL OUVERT**

SAS INDREXT

Communes de CHAUX et VILLERS-LA-FAYE

**Le Préfet de la Région de Bourgogne
Préfet de la Côte d'Or,**

- VU le code de l'environnement et notamment le titre premier du Livre V, relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU la loi n°93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières ;
- VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions législatives susvisées ;
- VU la nomenclature des Installations Classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU le décret n°93-743 du 29 mars 1993 relatif à la loi sur l'eau ;
- VU le décret n°80-331 du 7 mai 1980 portant Règlement Général des Industries Extractives ;
- VU le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier ;
- VU la demande en date du 11 juillet 2003 présentée par la SAS INDREXT dont le siège social est situé ZA Champ du Bois 21200 STE MARIE LA BLANCHE, en vue d'être autorisé à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et ses installations annexes sur le territoire des communes de CHAUX et VILLERS LA FAYE parties des parcelles n° 966, 967, 968, 971, 972, 973 section C, parcelles n° 65, 66, 67, 68 section AK et parcelles 54 section ZB, sur une superficie totale de 16 ha 90 a 12 ca ;

- VU l'avis des conseils municipaux de :

COMBLANCHIEN	en date du 14 novembre 2003
VILLERS LA FAYE	en date du 15 novembre 2003
NUITS ST GEORGES	en date du 27 octobre 2003
CORGOLOIN	en date du 10 novembre 2003
PREMEAUX PRISSEY	en date du 14 novembre 2003
MAREY LES FUSSEY	en date du 3 novembre 2003
CHAUX	en date du 25 novembre 2003
MAGNY LES VILLERS	en date du 28 novembre 2003
VILLARS FONTAINE	en date du 5 novembre 2003
ARCENANT	en date du 4 décembre 2003
LADOIX SERRIGNY	en date du 21 novembre 2003
MEUILLEY	en date du 10 décembre 2003

- VU les avis de Messieurs :

. **Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt**
en date du 5 décembre 2003

. **Le Directeur Départemental de l'Office National des Forêts**
en date du 4 novembre 2003

. **Le Président du Conseil Général de la Côte-d'Or**
en date du 21 novembre 2003

. **Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales**
en date du 5 décembre 2003

. **Le Directeur Régional de l'Environnement**
en date du 16 décembre 2003

. **Le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du patrimoine**
en date du 14 octobre 2003

. **Le Directeur Régional des Affaires Culturelles**
en date du 9 octobre 2003

. **Le Directeur du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de
Défense et de la Protection Civile**
en date du 18 septembre 2003

. **Le Directeur Départemental des Services Incendie et Secours**
en date du 13 octobre 2003

. **Le Directeur Départemental de l'Equipement**
en date du 22 décembre 2003

- VU les observations effectuées lors de l'enquête publique prescrite par arrêté préfectoral du 12 septembre 2003, le registre d'enquête publique et les conclusions motivées du Commissaire Enquêteur ;

- VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région Bourgogne en date du 30 janvier 2004 ;

- VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières en date du 18 février 2004 ;

Le demandeur consulté ;

- SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or;

SOMMAIRE

TITRE PREMIER	6
OBJET DE L'ARRETE	6
ARTICLE 1 ^{er} - TITULAIRE DE L'AUTORISATION.....	6
ARTICLE 2 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS	6
ARTICLE 3 - CLASSEMENT DES INSTALLATIONS.....	7
ARTICLE 4 - DUREE DE L'AUTORISATION CARRIERE.....	7
ARTICLE 5 - ABROGATION DES ACTES ADMINISTRATIFS ANTERIEURS.....	7
TITRE DEUXIEME	8
CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION	8
ARTICLE 6 - CHAMP D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS	8
ARTICLE 7 - REGLES COMPLEMENTAIRES.....	8
ARTICLE 8 - GARANTIES FINANCIERES EN VUE DE LA REMISE EN ETAT DE LA CARRIERE	8
8.1. Montant des garanties financières	8
8.2. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières	9
8.3. Modification des garanties financières.....	9
8.4. Notification de la constitution et du renouvellement des garanties financières.....	9
8.5. Absence de garanties financières.....	9
ARTICLE 9 - CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES.....	9
ARTICLE 10 - CONTROLES.....	9
ARTICLE 11 - ENREGISTREMENT	10
ARTICLE 12 - ENTRETIEN ET MAINTENANCE.....	10
TITRE TROISIEME	11
CONDITIONS PARTICULIERES D'EXPLOITATION DE LA CARRIERE.....	11
Section 1 - Aménagements préliminaires	11
ARTICLE 13 - BORNAGE.....	11
ARTICLE 14 - INFORMATION DU PUBLIC.....	11
ARTICLE 15 - CLOTURE ET BARRIERES	11
ARTICLE 16 - AUTRES AMENAGEMENTS PREALABLES	11
ARTICLE 17 - ACCES A LA VOIRIE.....	12
ARTICLE 18 - DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION	12
Section 2 - Modalités d'exploitation	12
ARTICLE 19 - DISTANCES LIMITEES ET ZONES DE PROTECTION.....	12
ARTICLE 20 - DEFRICHEMENT.....	13
ARTICLE 21 - DECAPAGE	13
21.2. Patrimoine archéologique.....	13
ARTICLE 22 - EXTRACTION	13
22.1. Epaisseur	13
22.2. Méthode d'exploitation.....	13
22.3. Phasages	14
ARTICLE 23 - STOCKAGE DES MATERIAUX.....	14
ARTICLE 24 - EVACUATION DES MATERIAUX.....	14
ARTICLE 25 - REMISE EN ETAT DU SITE	14
25.1. Principes.....	14
25.2. Modalités de remise en état.....	14
25.3. Remblayage.....	15
TITRE QUATRIEME	16
PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT	16
Section 1 : Prévention de la pollution des eaux	16
ARTICLE 26 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT DES INSTALLATIONS.....	16
26.1. Utilisation d'eau.....	16
26.2. Prévention des pollutions accidentelles des eaux	16
ARTICLES 27 à 29	17
Section 2 : Prévention de la pollution atmosphérique.....	17
ARTICLE 30 - TRANSPORT INTERNE DES MATERIAUX	17
ARTICLE 31 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT.....	17

ARTICLES 32 à 34	18
Section 3 : Prévention des nuisances par les bruits et vibrations.....	18
ARTICLE 35 - BRUIT.....	18
35.1. Niveaux acoustiques admissibles	18
35.2. Contrôles	18
ARTICLE 36 - VIBRATIONS.....	18
36.1. Tirs de mines.....	18
36.2. Contrôles	18
Section 4 : Déchets	19
ARTICLE 37 - TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS	19
Section 5 : Sécurité	19
ARTICLE 38 - RISQUES NATURELS.....	19
ARTICLE 39 - TIRS DE MINES.....	19
ARTICLE 40 - INCENDIE ET EXPLOSION.....	19
Section 6 : Dispositions diverses	19
ARTICLE 41 - PLAN D'EVOLUTION.....	19
ARTICLE 42 - DECLARATION DE FIN D'EXPLOITATION.....	20
TITRE CINQUIEME	21
PRESCRIPTIONS PARTICULIERES	21
ARTICLE 43: LIQUIDES INFLAMMABLES (<i>Installations de remplissage ou de distribution</i>)	21
43.1. - Appareils de distribution.....	21
43.2. - Réservoirs et canalisations.....	21
43.3. - Cuvette de rétention.....	21
43.4. - Distances d'éloignement.....	22
43.5. - Mise à la terre des équipements	22
43.6. - Surveillance de l'exploitation.....	22
43.7. - Connaissance des produits – Etiquetage.....	22
43.8. - Matériel électrique et installation.....	22
43.9. - Prescriptions incendie.....	22
43.10. Localisation des risques.....	23
43.11. Permis de feu.....	23
ARTICLE 44: <i>Installation de concassage / broyage</i>	23
44.1 - Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle.....	23
44.2 - Ventilation	23
44.3 - Surveillance de l'exploitation.....	24
44.4 - Propreté.....	24
44.5 - Protection individuelle.....	24
44.6 - Consignes de sécurité.....	24
44.7 - Stockages	24
TITRE SIXIEME	25
DISPOSITIONS EXECUTOIRES	25
ARTICLE 45 - DELAI ET VOIES DE RECOURS	25
ARTICLE 46 - ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS.....	25
ARTICLE 47 - MODIFICATIONS.....	25
ARTICLE 48 - INSPECTION	25
ARTICLE 49 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT	25
ARTICLE 50 - PUBLICATION.....	26
ARTICLE 51 - EXECUTION.....	26

ARRETE

TITRE PREMIER

OBJET DE L'ARRETE

ARTICLE 1^{er} - TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La SAS INDREXT dont le siège social est situé ZA Champ du Bois 21200 STE MARIE LA BLANCHE est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exploiter une carrière et ses installations de traitement de matériaux répondant aux caractéristiques établies par les articles 2 et 3 ci-après, sur le territoire des communes de CHAUX et VILLERS LA FAYE aux lieux-dits « Les Egouteaux » et « le Défens ».

ARTICLE 2 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

L'établissement, objet de la présente autorisation, est composé principalement des installations suivantes :

2.1. Une carrière à ciel ouvert, d'une superficie totale de 16 ha 90 a 12 ca sur les parcelles énumérées par le tableau ci-dessous et siège d'un gisement exploitable de 10 000 000 t.

Commune	Section	N° de parcelle	Surface autorisée
CHAUX	C	966	2 ha 15 a 36 ca
		967	96 a
		968	2 ha 60 a 20 ca
		971	2 ha 95 a
		972	3 ha 00 a 63 ca
		973	3 ha 05 a 03 ca
VILLERS LA FAYE	AK	65	6 a 70 ca
		66	29 a 80 ca
		67	2 a 90 ca
	ZB	54	1 ha 44 a 10 ca
	AK	68	34 a 40 ca

La surface autorisée inclut les zones de protection définies à l'article 19, elle correspond à la surface à remettre en état.

La carrière est destinée à l'extraction de calcaire à raison d'une production brute annuelle de 250 000 t en moyenne ne pouvant excéder 310 000 t.

2.2. Des installations de traitement des matériaux (criblage, concassage) fixes implantées sur les parcelles de Villers la Faye et des installations de traitement des matériaux mobiles sur le carreau de la carrière (voir annexe 2). La production maximale sera de 310 000 t.

La puissance maximale des matériels et engins, mobiles et permanents, concourant au fonctionnement des installations est de 1 577,5 kW dont 400 kW pour le matériel mobile.

- 2.3. Un compresseur d'une puissance de 300 kW,
- 2.4. Un dépôt de fuel domestique d'une capacité de 2 m³,
- 2.5. Une installation de distribution de fuel d'un débit de 1,44 m³/h
- 2.6. Un atelier d'entretien d'une surface de 80 m².

ARTICLE 3 - CLASSEMENT DES INSTALLATIONS

DESIGNATION	CAPACITE	RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE	REGIME
Exploitation d'une carrière	16 ha 90 a 12 ca	2510	A
Exploitation d'installations de concassage criblage (1 fixe + 1 mobile)	1575,5 KW	2515	A
Compresseur	300 KW	2920 2b	D
Dépôt de fuel domestique	10 m3 soit une capacité équivalente de 2 m3	1430 1432	NC
Distribution de fuel domestique	7,2 m3/h soit un débit équivalent de 1,44m3/h	1434 1b	D

ARTICLE 4 - DUREE DE L'AUTORISATION CARRIERE

L'autorisation d'exploitation (extraction et remise en état) de la carrière est accordée pour une durée de 30 années à compter de la date de signature du présent arrêté. Afin de permettre la réalisation des travaux de remise en état et, le cas échéant, la mise en œuvre des garanties financières, l'extraction de matériaux commercialisables doit être arrêtée au moins 12 mois avant l'échéance du présent arrêté. En tout état de cause, la notification de fin de travaux, après remise en état, devra parvenir en préfecture six mois au moins avant l'échéance de l'autorisation.

ARTICLE 5 - ABROGATION DES ACTES ADMINISTRATIFS ANTERIEURS

Réservé.

TITRE DEUXIEME

CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

ARTICLE 6 - CHAMP D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent à l'ensemble des installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire qu'elles soient mentionnées ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et qui sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

ARTICLE 7 - REGLES COMPLEMENTAIRES

Les dispositions du présent arrêté sont établies en application et en complément de celles :

- de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- du décret n°80-331 du 7 mai 1980 portant Règlement Général des Industries Extractives,
- de l'article 107 du Code Minier.

ARTICLE 8 - GARANTIES FINANCIERES EN VUE DE LA REMISE EN ETAT DE LA CARRIERE

8.1. Montant des garanties financières

Selon les modalités définies à l'article 22 et le plan annexé (annexe 1), l'exploitation se déroule en phases quinquennales successives, la remise en état est strictement coordonnée à l'avancement des extractions.

Le montant des garanties financières doit être suffisant pour permettre la remise en état complète du site à un moment quelconque au cours de l'exploitation, il est fixé comme suit :

<u>Périodes</u>	<u>Montants</u>
0 à 5 ans	76 376 € TTC
5 ans à 10 ans	92 696 € TTC
10 ans à 15 ans	158 304 € TTC
15 ans à 20 ans	203 538 € TTC
20 ans à 25 ans	243 526 € TTC
25 ans à 30 ans	215 438€ TTC

Les garanties financières sont données pour une période d'une durée de cinq ans au moins.

8.2. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation

L'indice TP01 de référence est celui publié à la date de signature du présent arrêté.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

8.3. Modification des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation des garanties financières est subordonnée à la constitution préalable de nouvelles garanties financières.

8.4. Notification de la constitution et du renouvellement des garanties financières

Le détenteur de l'autorisation de la carrière adresse au préfet un document établissant la constitution des garanties financières en même temps que la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 18.

L'exploitant adresse au préfet le document attestant du renouvellement des garanties financières 6 mois avant leur date d'échéance.

8.5. Absence de garanties financières

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité dans les conditions prévues à l'article L 514.1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'Environnement.

ARTICLE 9 - CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES

Les installations de l'établissement sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur.

ARTICLE 10 - CONTROLES

L'inspecteur des installations classées peut procéder ou faire procéder à des prélèvements, analyses et mesures des eaux rejetées de toute nature, des émissions à l'atmosphère, des déchets ou des sols, ainsi qu'au contrôle du niveau sonore et à des mesures de vibrations.

Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 11 - ENREGISTREMENT

L'exploitant établit, tient à jour et à disposition de l'inspecteur des installations classées les documents répertoriés dans le présent arrêté, notamment les justificatifs du respect des dispositions de l'article 12 ci-dessous.

Il les conserve pendant une période minimale de cinq ans, sauf spécification contraire.

ARTICLE 12 - ENTRETIEN ET MAINTENANCE

L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires à la prévention, au traitement et à la mesure des pollutions ainsi que ceux nécessaires à la sécurité (panneaux, clôtures, barrières.....)

Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente, sans délai, les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence.

Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.

TITRE TROISIEME

CONDITIONS PARTICULIERES D'EXPLOITATION DE LA CARRIERE

Section 1 - Aménagements préliminaires

ARTICLE 13 - BORNAGE

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé.

ARTICLE 14 - INFORMATION DU PUBLIC

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

ARTICLE 15 - CLOTURE ET BARRIERES

La zone en cours d'exploitation (travaux préliminaires, extraction, remise en état) et les installations de traitement doivent être ceinturées par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau du chemin d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.

Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le chemin d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.

ARTICLE 16 - AUTRES AMENAGEMENTS PREALABLES

La cuve enterrée pour le stockage des hydrocarbures devra être exploitée conformément à l'arrêté ministériel du 22 juin 1998.

Notamment, ces réservoirs doivent être :

- soit à double paroi en acier, conformes à la norme NFM 88513 ou à toute autre norme d'un Etat membre de l'Espace économique européen reconnue équivalente, munis d'un système de détection de fuite entre les deux protections qui déclenchera automatiquement une alarme optique et acoustique et placés dans une fosse constituant une enceinte fermée et étanche, réalisée de manière à permettre la détection d'une éventuelle présence de liquide en point bas de la fosse,

- soit conçus de façon à présenter des garanties équivalentes aux dispositions précédentes en terme de double protection et de détection de fuite.

Le premier contrôle d'étanchéité est effectué au plus tard 15 ans après la date de première mise en service du réservoir.

Toute opération de remplissage doit être contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir lorsque le niveau maximal d'utilisation est atteint.

Ce dispositif doit être conforme à la norme NFM 88-502 ou à toute autre norme d'un Etat membre de l'Espace économique européen reconnue équivalente, limiteur de remplissage pour réservoir enterré de stockage de liquides inflammables. Il doit être autonome et fonctionner lorsque le ravitaillement du réservoir s'effectue par gravité ou avec une pompe.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice doit être mentionnée, de façon apparente, la pression maximale de service du limiteur de remplissage.

Il est interdit de faire subir au limiteur de remplissage, en exploitation, des pressions supérieures à la pression maximale de service.

ARTICLE 17 - ACCES A LA VOIRIE

Une station de lavage des roues des camions est mise en place sur la voie de sortie pour pallier l'épandage de boue sur la chaussée.

Le débouché de la voie de desserte de la carrière sur la voirie publique doit être signalé et ne pas créer de risque pour la sécurité publique.

L'aménagement de l'accès à la voirie publique fait l'objet d'une convention entre les parties concernées ; l'exploitant prend en charge les travaux nécessaires. Un état des lieux de la voie publique doit être établi avant le début de l'exploitation. A minima il y aura un renouvellement de la couche de roulement sur la CR 42, la mise en place d'un dispositif de recueil des eaux pluviales et l'installation d'une signalisation de danger adéquate sur la RD 115j.

ARTICLE 18 - DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION

Avant d'engager les travaux d'exploitation, l'exploitant est tenu d'adresser à M. le Préfet, en trois exemplaires, la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. Cette déclaration atteste de la réalisation des aménagements imposés aux articles 13 à 17 ci-avant, elle est accompagnée de l'attestation de constitution des garanties financières telles que prescrites à l'article 8.

Section 2 - Modalités d'exploitation

ARTICLE 19 - DISTANCES LIMITES ET ZONES DE PROTECTION

L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée de manière à ménager avec le bord supérieur de la fouille un massif suffisant pour garantir la stabilité des terrains voisins et l'intégrité des constructions et ouvrages extérieurs compte tenu de la hauteur de l'excavation et de la nature des terrains demeurant en place.

En tout état de cause, les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m de la limite des surfaces pour lesquelles l'autorisation a été accordée.

ARTICLE 20 - DEFRICHEMENT

Sans préjudice des dispositions qui peuvent être imposées par l'autorisation de défrichement accordée au titre du Code Forestier, le déboisement et le défrichement des terrains nécessaires à l'exploitation de la carrière doivent être réalisés progressivement selon les besoins de l'exploitation.

La végétation existante est maintenue autant que faire se peut sur les délaissés énumérés à l'article 19.

ARTICLE 21 - DECAPAGE

21.1. Technique de décapage

Le décapage des terrains superficiels doit être progressif à l'avancement des travaux d'extraction et limité aux stricts besoins.

Il est réalisé de manière sélective de façon à séparer les terres végétales constituant l'horizon humifère des stériles.

Les terres et stériles doivent être stockés séparément, ils sont destinés à la remise en état des lieux. Aucune autre destination ne peut être donnée aux matériaux de découverte de la carrière. Le stockage des terres ne doit pas se faire sur une hauteur supérieure à 2 m de telle manière qu'elles conservent leur qualité de support pour la végétation.

21.2. Patrimoine archéologique

En application de la réglementation sur les fouilles archéologiques et des textes concernant la protection du patrimoine archéologique, l'exploitant doit signaler sans délai au service régional d'archéologie (39 rue Vannerie 21000 DIJON) toute découverte archéologique faite fortuitement lors des travaux d'exploitation et prend toutes mesures nécessaires à la conservation des vestiges mis à jour jusqu'à l'arrivée d'un archéologue mandaté par le service régional d'archéologie.

ARTICLE 22 - EXTRACTION

22.1. Epaisseur

L'extraction du calcaire concerne les horizons géologiques du Callovien et du Bathonien sur une épaisseur de l'ordre de 75 m.

22.2. Méthode d'exploitation

Après réalisation de la découverte, les matériaux sont extraits par tirs de mines en laissant en place des gradins d'une hauteur ne pouvant excéder 15 m séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 10 m en cours d'exploitation.

Les travaux d'exploitation progressent vers le nord-est.

22.3. Phasages

L'exploitation se déroule suivant le plan annexé (annexe 1) en 6 phases successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation.

Phase	Volume matériaux extraits		Surface réaménagée (m²)
1	17 500	615 000	6 300
2	9200	409 000	500
3	21 425	800 000	7 200
4	20 600	790 000	2 100
5	21 800	1 040 000	850
6	21 800	1 146 000	34 000

Durant l'exploitation, aucun front de taille fera face à la commune de Chaux.

ARTICLE 23 - STOCKAGE DES MATERIAUX

Le stockage des matériaux se fait conformément aux emplacements prévus dans le dossier, à proximité des installations de traitement des granulats.

ARTICLE 24 - EVACUATION DES MATERIAUX

Les matériaux sont évacués vers les lieux d'utilisation par voie routière.

L'évacuation des matériaux par la route ne peut être réalisée que les jours ouvrés (samedis, dimanches et jours fériés exclus) entre 7h 00 et 21h 30.

ARTICLE 25 - REMISE EN ETAT DU SITE

25.1. Principes

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Il notifie l'achèvement de chaque phase de remise en état à la DRIRE, et justifie de la qualité de la remise en état à l'aide de documents probants (plans cotés, photographies...).

En cas d'inobservation des obligations de remises en état, toute nouvelle autorisation d'exploitation peut être refusée.

25.2. Modalités de remise en état

La remise en état progressive du site nécessite la réalisation des dispositions suivantes :

- un merlon sera réalisé en périphérie de la zone exploitée. Il sera constitué notamment des matériaux issus des bancs de découverte, des terreux issus du décapage. La construction du double merlon se fera au fur et à mesure de l'état d'avancement. Une végétalisation artificielle d'espèces locales se fera sur ces merlons,
- les fronts de taille seront talutés à 45° sur toute leur hauteur. Le remblaiement se fera avec des matériaux stériles et par apport de terre végétale. Une végétalisation sera mise en place. Un petit merlon sera constitué aux pieds des modelés. Un schéma illustrant ceci se trouve en annexe 4,

- d'autres fronts de taille seront conservés sous forme de pans rocheux abrupts. Des zones d'éboulis de blocs rocheux seront mises en place à la base des pans rocheux (voir annexe 5),
- des irrégularités seront aménagées sur le carreau en disposant des tas de stériles ou des blocs,
- l'ensemble du matériel sera enlevé de la carrière,
- mise en place de panneaux de signalisation au niveau de la clôture périphérique,
- pour la plate-forme, il sera opéré un nettoyage général du site avec enlèvement du matériel et de la signalisation. Un remblaiement de l'excavation avec les matériaux du merlon périphérique sera réalisé. Un nivellement du site sera fait par apport de terre végétale. Des plantations d'espèces locales, définies en accord avec la DDAF, permettront de redonner à la parcelle son aspect initial.

Un schéma de réaménagement global se trouve aux annexes 6 et 7.

Pour les installations de stockage en cuve enterrée, les réservoirs et canalisations, doivent être dégazés et nettoyés avant d'être retirés ou à défaut neutralisés par un solide physique inerte. En cas de défaut au niveau des épreuves, des investigations complémentaires (étude de sol,...) seront menées.

Le produit utilisé pour la neutralisation doit recouvrir toute la surface de la paroi interne du réservoir et posséder à terme une résistance suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

Une neutralisation à l'eau peut être tolérée lors d'une cessation d'activité temporaire. Une réépreuve est effectuée avant la remise en service de l'exploitation. Une neutralisation à l'eau ne peut excéder 24 mois.

25.3. Remblayage

Le remblayage des excavations doit être réalisé exclusivement au moyen de matériaux minéraux inertes ; il ne doit pas nuire à la qualité des eaux de la nappe et présenter des caractéristiques de perméabilité permettant le maintien du comportement hydrodynamique d'écoulement des eaux. L'utilisation de terres et limons en fond de fouille est proscrite.

Pour les apports de matériaux extérieurs :

- un tri rigoureux doit permettre d'éliminer les matériaux putrescibles (bois, papier, cartons, végétaux...), les matières plastiques, les métaux, le plâtre, les matériaux susceptibles d'être valorisés (béton, enrobés routiers),
- les matériaux ne doivent pas être versés directement dans l'excavation à combler ; ils sont déversés sur une plate-forme de réception permettant un contrôle visuel et un tri éventuel. Une benne doit être disponible pour recevoir les refus,
- les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leur quantité, leurs caractéristiques et les moyens de transport,
- l'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriées les indications énumérées au paragraphe précédent, ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

TITRE QUATRIEME

PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

Section 1 : Prévention de la pollution des eaux

ARTICLE 26 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT DES INSTALLATIONS

26.1. Utilisation d'eau

La consommation annuelle d'eau sera de l'ordre de 1 000m³.

L' eau utilisée pour le lavage des engins, le lavage des roues, l'humidification des matériaux et l'arrosage des pistes proviendra de la citerne de 10 000l.

Le laveur de roues possèdera un réservoir de 6 500l.

L'eau utilisée pour les besoins sanitaires sera stockée dans une cuve enterrée de 3 000l.

L'alimentation en eau se fera par le réseau d'eau public via des camions citerne et par les eaux pluviales et de lavages décantées puis stockées dans la citerne de 10 000l.

26.2. Prévention des pollutions accidentelles des eaux

1°) Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche avec un point bas relié à un décanteur déshuileur garantissant un rejet dont la concentration en hydrocarbures n'excède pas 5 mg/l ainsi qu'à un dispositif de décantation.

Les eaux ainsi traitées sont stockées dans une cuve de 10 000 l.

2°) Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

A défaut les cuves de stockage sont à double paroi, avec détecteur de fuites.

Les stockages d'hydrocarbures et de lubrifiants sont couverts.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 l ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 l.

3°) Il n'y a pas de stockage d'émulsion de bitume sur le site. Elle est directement livrée par camion citerne calorifugé. Le dépotage s'effectue sur une aire de rétention.

4°) Les réservoirs, tuyauteries, robinets, joints et tous les équipements accessoires susceptibles de contenir des substances toxiques ou dangereuses sont réalisés dans des matériaux résistant à l'action mécanique et chimique des substances.

5°) Les eaux sanitaires usées seront recueillies par un assainissement autonome adapté à la nature du sous-sol. Ce système sera constitué :

- d'une fosse de 3 000 l
- d'un lit filtrant vertical non drainé. Dans certains cas, du sable lavé sera utilisé comme système épurateur. Le lit filtrant aura une surface de 25 m². Les parois et le fond de la fouille seront protégés par un film imperméable. Le schéma de principe de ce système se trouve en annexe 3.

6°) Les eaux provenant de la station de lavage sont stockées dans une cuve de 10 000 l après décantation et passage par un séparateur d'hydrocarbures.

7°) Les produits récupérés en cas d'accidents ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets.

8°) Un kit de première intervention est disponible sur la carrière en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures.

9°) Les eaux pluviales récupérées sur la zone recouverte d'enrobés passent dans un séparateur à hydrocarbures puis sont stockées dans une cuve de 10 000 l.

ARTICLES 27 à 29

Réservés.

Section 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

ARTICLE 30 - TRANSPORT INTERNE DES MATERIAUX

A l'intérieur du site de l'exploitation, les matériaux sont acheminés du lieu d'extraction jusqu'aux installations de traitement ou de stockage :

- par tapis transporteurs,
- par engins lourds. Les pistes empruntées par ces engins sont entretenues en bon état et arrosées en période sèche.

ARTICLE 31 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT

L'installation de traitement des matériaux ainsi que la majeure partie des stocks de matériaux se trouvent dans un bâtiment.

L'exploitant prend des dispositions pour éviter l'émission et la propagation des poussières :

- les émissions de poussière sur les installations de traitement des matériaux sont abattues par pulvérisation d'un brouillard d'eau,
- un capotage est mis en place au niveau de certains postes tels que les entrées et sorties des concasseurs, des cribles, les jetées de tapis,
- la hauteur de chute des matériaux sur les tapis et les tas de stockage ne doit pas être supérieure à 8 m,
- la surface des tas de matériaux pulvérulents doit être protégée ou traitée pour éviter la dissémination des poussières par le vent.

ARTICLES 32 à 34

Réservés.

Section 3 : Prévention des nuisances par les bruits et vibrations

ARTICLE 35 - BRUIT

35.1. Niveaux acoustiques admissibles

Sous réserve du respect de l'émergence de 5 dBA en période diurne et 3 dBA en période nocturne et en dehors des tirs de mines, les niveaux acoustiques admissibles sont fixés comme suit, en limite de la zone d'exploitation autorisée :

- 70 dBA pour la période diurne allant de 7h 00 à 22h 00 sauf dimanches et jours fériés,
- 60 dBA pour la période nocturne allant de 22h 00 à 7h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés.

35.2. Contrôles

Un contrôle du niveau sonore est effectué dès la reprise des travaux d'exploitation sur la carrière. Ce contrôle doit être renouvelé tous les trois ans.

Les mesures sont transmises dans un délai de un mois à l'Inspecteur des Installations Classées accompagnées, le cas échéant, d'un commentaire et de propositions.

ARTICLE 36 - VIBRATIONS

36.1. Tirs de mines

Les tirs ont lieu uniquement les jours ouvrés (samedis, dimanches et jours fériés exclus). Aucun dépôts d'explosifs sera présent sur la carrière.

36.2. Contrôles

Le respect des vitesses fixées à l'article 22.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière. Les mesures sont renouvelées lorsque les conditions de tirs sont modifiées.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées, en cas de dépassement des valeurs limites, les résultats sont transmis à ce dernier dans les meilleurs délais.

Section 4 : Déchets

ARTICLE 37 - TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

Les différentes catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les justificatifs de ces éliminations et valorisations sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. En fin d'exploitation, tous les déchets d'exploitation sont évacués dans ces conditions.

Le stockage temporaire des déchets présentant des risques de pollution s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégée des eaux de pluie.

Section 5 : Sécurité

ARTICLE 38 - RISQUES NATURELS

Réservé.

ARTICLE 39 - TIRS DE MINES

L'exploitant assure la sécurité des personnes et des biens lors des tirs de mines.

ARTICLE 40 - INCENDIE ET EXPLOSION

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie constitués d'extincteurs adaptés aux risques et en nombre suffisant.

Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés au moins une fois l'an.

Les installations électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

Dans les zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion, un permis de feu doit être délivré pour tous les travaux nécessitant l'emploi d'une flamme ou d'une source de chaleur.

Section 6 : Dispositions diverses

ARTICLE 41 - PLAN D'EVOLUTION

L'exploitant tient à jour un plan de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m,
- la position des fronts,

- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- la position des ouvrages visés à l'article 19 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est mis à jour une fois l'an et est transmis à l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 42 - DECLARATION DE FIN D'EXPLOITATION

L'exploitant adresse au préfet, dans les délais prévus à l'article 4 ci-avant, une notification de fin d'exploitation et un dossier en trois exemplaires comprenant :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photographies)
- un mémoire sur l'état du site établissant notamment :
 - . l'évacuation des déchets et structures et les conditions d'élimination des déchets polluants,
 - . la mise en sécurité des vestiges de l'extraction,
 - . l'insertion du site dans son environnement et sa destination future.

TITRE CINQUIEME

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

ARTICLE 43: LIQUIDES INFLAMMABLES (Installations de remplissage ou de distribution)

43.1. - Appareils de distribution

L'appareil de distribution où interviennent les liquides inflammables (unités de filtration, de pompage, de dégazage, etc...) doit être en matériaux de catégorie M0 ou M1 au sens de l'arrêté du 4 juin 1973 modifié portant classification des matériaux et éléments de construction par catégorie selon leur comportement au feu.

Les parties intérieures de la structure de l'appareil de distribution devront être ventilées de manière à ne permettre aucune accumulation des vapeurs des liquides distribués. La partie de l'appareil de distribution où peuvent être implantés des matériels électriques ou électroniques non de sûreté doit constituer un compartiment distinct de la partie où interviennent les liquides inflammables. Ce compartiment devra être séparé de la partie où les liquides inflammables sont présents par une cloison étanche aux vapeurs d'hydrocarbures ou par un espace ventilé assurant une dilution continue, de manière à le rendre inaccessible aux vapeurs d'hydrocarbures.

Lorsque l'appareil est alimenté par une canalisation fonctionnant en refoulement, l'installation sera équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur.

Le flexible de distribution ou de remplissage doit être conforme à la norme NF T 47-255. Il sera entretenu en bon état de fonctionnement et remplacé au plus tard six ans après sa date de fabrication. Il sera équipé d'un dispositif évitant qu'il ne traîne sur l'aire de distribution.

Le robinet de distribution sera muni d'un dispositif automatique commandant l'arrêt total du débit lorsque le récepteur est plein.

43.2. - Réservoirs et canalisations

Les tuyauteries pourront être soit métalliques, soit en matières plastiques renforcées compatibles avec les produits intervenant et présentant des garanties au moins équivalentes. Dans ce dernier cas, toutes dispositions seront prises afin d'assurer des liaisons équipotentielle et éliminer l'électricité statique.

Dans le cas de canalisations extérieures, elles seront implantées dans des tranchées dont le fond constituera un support suffisant. Le fond de ces tranchées et les remblais seront constitués d'une terre saine ou d'un sol granuleux (sable, gravillons, pierres ou agrégats n'excédant pas 25 millimètres de diamètre).

43.3. - Cuvette de rétention

Cf article 26.2

43.4. - Distances d'éloignement

Dans tous les cas, une distance minimale d'éloignement de 4 mètres, mesurée horizontalement, devra être observée entre l'évent d'un réservoir d'hydrocarbures et les parois d'appareils de distribution. Tout dépotage ne peut être réalisé qu'après mise à la terre du véhicule.

43.5. - Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

43.6. - Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

43.7. - Connaissance des produits – Etiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231.53 du Code du Travail, à jour.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits ou éventuellement leur code et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

L'exploitant détient les documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

43.8. - Matériel électrique et installation

Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, pour le moins les installations fixes de transfert de liquides inflammables, ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques seront reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique. La continuité des liaisons devra présenter une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre sera inférieure à 10 ohms.

L'installation électrique comportera un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution du carburant.

La commande de ce dispositif sera placée en un endroit facilement accessible à tout moment au préposé responsable de l'exploitation de l'installation.

43.9. - Prescriptions incendie

L'installation sera dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques.

Les moyens de lutte contre l'incendie pourront être remplacés par des dispositifs automatiques d'extinction présentant une efficacité au moins équivalente. Ces dispositifs seront adaptés au risque à couvrir, en nombre suffisant et correctement répartis.

Ils seront régulièrement entretenus par un technicien compétent. Les rapports d'entretien seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les prescriptions que doit observer l'utilisateur seront affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes et ce au niveau de chaque appareil de distribution. Elles concerneront notamment l'interdiction de fumer et d'approcher un appareil pouvant provoquer un feu nu, ainsi que l'obligation d'arrêt du moteur.

43.10. Localisation des risques

L'exploitant recense et signale par un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées ou utilisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

43.11. Permis de feu

Dans les parties de l'installation visées au point localisation des risques, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et éventuellement d'un "permis de feu" délivré par le chef d'établissement ou la personne qu'il a nommément désignée et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Une surveillance de la validité et du respect des conditions d'octroi de ces permis doit être réalisée pendant les interventions.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

ARTICLE 44: Installation de concassage / broyage

44.1 - Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés au livre V du Code de l'Environnement (référence : art. 38 du décret du 21 septembre 1977).

44.2 - Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés.

44.3 - Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

44.4 - Propreté

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de poussières.

44.5 - Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

44.6 - Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité , réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

44.7 - Stockages

Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos.

Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) et les produits pulvérulents non stabilisés doivent être ensachés ou stockés en silos. Ces silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère.

TITRE SIXIEME

DISPOSITIONS EXECUTOIRES

ARTICLE 45 - DELAI ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de DIJON,

- pour l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter du jour de notification de la présente décision,
- pour les tiers dans un délai de 6 mois à compter du jour de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation mentionné à l'article 18 ci-dessus.

ARTICLE 46 - ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS

L'administration se réserve la faculté de fixer ultérieurement des prescriptions complémentaires que le fonctionnement ou la transformation de cette entreprise rendrait nécessaire pour la protection de l'environnement et ce, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

ARTICLE 47 - MODIFICATIONS

Toute modification à apporter à ces installations doit, avant réalisation être portée par l'exploitant à la connaissance du préfet, accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires.

ARTICLE 48 - INSPECTION

Le titulaire de la présente autorisation devra se soumettre à la visite de son site par l'Inspection des Installations Classées, par tous les agents commis à cet effet par l'administration préfectorale en vue d'y faire les constatations qu'ils jugeront nécessaires.

ARTICLE 49 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où la carrière dont il s'agit changerait d'exploitant, le successeur ou son représentant devrait en faire la déclaration à la Préfecture dans le mois qui suivrait la prise de possession prévue à l'article 23-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

ARTICLE 50 - PUBLICATION

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée doit être affiché dans les mairies de CHAUX et VILLERS-la-FAYE pendant une durée minimale d'un mois avec mention de la possibilité de consulter sur place pour les tiers, le texte des prescriptions.

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité doit être dressé par les soins de MM. les Maires de CHAUX et VILLERS-la-FAYE.

Un avis sera inséré, par mes soins et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

ARTICLE 51 - EXECUTION

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or,
 - M. le sous Préfet chargé de l'arrondissement de BEAUNE,
 - M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région Bourgogne,
 - MM. les Maires de CHAUX et VILLERS-la-FAYE
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :
- Mme la Directrice Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
 - M. le Directeur Départemental de l'Equipement
 - M. le Directeur de l'Office National des Forêts
 - M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture
 - Mme la Directrice Régionale de l'Environnement
 - M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles et du patrimoine
 - M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
 - M. le Président du Conseil Général de la Côte d'Or
 - M. le Directeur des Archives Départementales
 - M. le Directeur Départemental des Services Incendie et Secours
 - M. le Directeur du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile
 - M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région Bourgogne (2 exemplaires)
 - MM. les Maires de CHAUX et VILLERS-la-FAYE,
 - au pétitionnaire.

FAIT à DIJON, le 19 7 MARS 2004

Le Préfet
Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général



Olivier du CRAY